

RÉFLECS D'UN GνιαFF...

POSTICHE DE GUESDE

Décidément, le Mahomet de Roubaix collectionne les déclarations dégueulasses: il veut probablement s'en faire un chapelet.

Tous les goûts sont dans la nature.

L'autre semaine, il se proclamait le rempart et le protecteur des gros capitalos contre les colères et les rouspétances ouvrières; à lui et à ses copains le pompon comme paratonnerre social: c'est eux qui, fines langues, attirent la foudre populaire, la neutralisent et l'empêchent ainsi d'aller pétarader et faire du grabuge dans les hautes classes dirigeantes.

Cette semaine, il a encore grimpé à l'égrugeoir de l'Aquarium et, toujours à propos de la loi sur le travail des femmes que les bouffe-galette ont remise en chantier, - histoire de se faire mousser, - l'illustre Basile Guesde s'est fendu d'un pallas long comme un jour sans pain.

Oh, il n'a pas été esbrouffeur: le vieux Guesde, pouilleux et révolutionnaire est mort, - et bien mort! Le nouveau Guesde, bouffe-galette orgueilleux, n'a emprunté à l'ancien que la manie baroque de pondre des mots andouillards. C'est ainsi qu'il s'est proclamé «huiteuriste» et a jérémié sur le déshéritage du populo.

Mais laissons ces babioles et venons en au sérieux:

De la liquidation sociale, du dégoisement des capitalos, de la fameuse mise au mur de Rothschild... le tout accompli par la patte brutale des travailleurs révoltés, - de tout cela qui, il y a peu d'années, composait la trame des discours de Guesde, pas un mot. Bien au contraire, le birbe a eu soin de rassurer les jean-foutre: c'est par le suffrage universel et rien que par cette arme légale que l'armée collectiviste, devenue maîtresse du pouvoir, maîtresse de la République, déclarera biens nationaux, les chemins de fer, les mines, les usines, la grande propriété terrienne...

D'ici là, les matadors de la haute ont de la brioche sur la planche! Qu'ils ne se pressent pas de boucler leurs malles, y a pas de péril en leurs belles demeures; du train dont vont les escargots électoraux, ils ont quelques demi-siècles de paisible bombance en perspective.

Tout de même, les gros richards auraient bougrement tort de trop se fier aux balivernes évangéliques de Guesde; l'animal prend ses désirs pour des réalités. Maintenant que sa révolution est faite, il a le temps de voir venir et la nécessité de risquer dans un coup de chien sa situation budgetivore lui apparaît moins imminente.

Pour ce qui est des aspirations des prolos, c'est une autre paire de manches. Les gas n'ont rien de bon à attendre de la garce de société actuelle: leur lot sera toujours une kyrielle de misères et de douleurs, - aussi sont-ils un peu plus pressés d'en sortir que les députés sociaux.

Il ne sont pas assez cruches pour attendre, en se roulant les pouces, le jour fatidique où les tinettes électORALES se farciront de petits papiers collectos. Ils n'ont pas oublié les leçons révolutionnaires que leur donna Guesde, autrefois, et ils savent que ce jour-là, d'un coup de pied, les capitalos tout-puissants enverraient dinguer aux cinq cents diables les tinettes rébarbatives. D'ailleurs, avant d'en arriver à de si

brutales façons, les dirigeants ont une tapée de moyens roublards pour empêcher la formation d'une majorité socialiste: qui ne sait que, dans les bagnes industriels, on vote sous l'œil des contre-coups? qui ne sait qu'à la pression patronale s'ajoutent les maquignonnages gouvernementaux?

Or donc, y a bougrement de chances pour que le populo ne fasse pas le pied de grue dans la société actuelle, jusqu'au jour où le jeu des petits papiers lui aurait prouvé qu'il est une majorité compacte.

A ce compte, si les anciens avaient attendu d'être une majorité électorale, la Bastille boucherait encore l'entrée du faubourg Antoine. Quand elle fut prise, il existait déjà une assemblée nationale, émanation populaire pour le moins aussi galbeuse que la Chambre actuelle. Malgré ça, le populo dût prendre les armes!

De même encore, nos paternels avaient sur le râble une collection de députés, quand au 10 août 1792, ils fichèrent la royauté à bas.

Pourquoi ces deux assemblées n'évitèrent-elles pas l'insurrection en faisant elles-mêmes la besogne?

Pourquoi la Constituante ne rasa-t-elle pas la Bastille?

Pourquoi la Législative ne monta-t-elle pas à l'assaut des Tuileries?

Guesde l'a dit l'autre jour, du haut de l'égrugeoir de l'Aquarium. Emporté par le bon sens, émoussillé par les huîtres dont il entendait bruire les coquilles, oubliant un instant qu'il est député, il a dit à ses collègues: *«Taisez vos gueules, vous n'êtes que des enregistreurs!»*.

Eh oui, des enregistreurs - et pas autre chose!

La Constituante enregistra la prise de la Bastille, la Législative enregistra la chute de la royauté, - mais, pas plus!

C'est la fonction des assemblées parlantes: enregistrer les faits accomplis. Vraiment, c'est un outil chérot, pour un si mince service ! Tellement chérot que les bons bougres se rendent compte de son inutilité et parlent de sa radicale suppression.

On y viendra, nom de dieu! Et même plus vite qu'on ne pense...

Si, quand on en sera là, des nigaudins regrettaient trop l'enregistreur, y aura mèche de les contenter et de leur en servir un, dans les prix doux: grâce à cette bonne fille, l'électricité, on peut aujourd'hui se payer pour pas cher des enregistreurs mirifiques d'une précision remarquable.

Et cet outil aurait la chouette supériorité sur les enregistreurs actuels d'être honnête et pas chéquard.

Sûrement quand Guesde a qualifié la mécanique gouvernementale de simple appareil enregistreur, la langue lui a fourché. Il n'a pas vu que sa déclaration proclamait l'inutilité de l'État, - sans quoi, il eût ravalé sa parole.

En effet, à quoi bon conserver à gros frais un engrenage aussi compliqué que l'État, si ce n'est que la cinquième roue d'une brouette?

On pourrait à la rigueur courber la tête, - en rechignant dur, - sous la férule autoritaire, s'il était démontré que l'État est capable d'initiative, qu'il peut donner le branle aux idées et pousser à la roue du progrès; mais, vraiment, il faudrait en avoir une rude couche pour se soumettre quand même, sans profit aucun.

Or, c'est ça! Un étatiste enragé, - l'État fait homme, - Guesde, en chair et en os, déclare lui-même que le gouvernement est incapable de faire autre chose qu'emboîter le pas aux événements: son rôle est absolument passif!

«Il vous faudra bien y venir aux huit heures, clamait-il l'autre jour à l'Aquarium. Il vous faudra bien légiférer là-dessus quand le populo vous mettra le poing sous le nez...».

Eh oui, à ce moment, - mais rien qu'à ce moment, - les bouffe-galette mettront les pouces et voteront les huit heures.

Sera-ce bien utile? N'est-il pas évident que si le populo a l'énergie d'imposer sa volonté aux députés, - sur cette question particulière des huit heures, - il aura aussi l'énergie d'imposer ses ordres aux exploités.

Si oui, - et ça rie fait pas de doute, - pourquoi prendrait-il le chemin des écoliers pour arriver à la réduction de la journée de travail? Pourquoi s'adresserait-il au gouvernement qui, lui, s'adressera forcément aux patrons?

N'est-il pas plus simple, plus court et plus logique de foncer tout droit sur l'obstacle et de s'en prendre directement aux capitalistes?

Que, demain, les bons bougres prennent la résolution de ne plus travailler que huit heures, et cette réforme, - grand cheval de bataille des collectifs, - sera un fait accompli, en dehors de l'ingérence gouvernementale.

Et même, il faut bien se le fourrer dans le siphon, si, - d'ici que vienne le grand chambard, - les huit heures sont pratiquées, ce ne sera que grâce à la pression directe des énergies ouvrières sur le mauvais vouloir patronal.

Il suffit pour cela que les pros formulent leur désir de sortir de l'atelier après huit heures de présence, - et ne s'en tiennent pas au désir: que les huit heures abattues, ils plaquent la boîte et refusent d'en fiche un coup.

Que fera le singe en face de cette situation? Il groupera, braillera qu'on l'accule à la faillite, et essaiera de remplacer ses pros par des plats-culs... Mais, si la solidarité ouvrière est effective, il pourra se fouiller.

Alors, - ce jour-là, - Guesde regrimperera à l'égrugeoir de l'Aquarium, il resservira aux bouffe-galette son projet de loi sur les huit heures et les enregistreurs l'adopteront d'emblée.

La belle foutaise!

En attendant qu'on en soit là, le Mahomet de Roubaix a voulu nous donner un avant- goût des joies que nous réserve l'Etat-Patron.

Il eut aussi bien fait de poser sa chique, car son débagouillage a légitimé toutes les critiques que les anarchos formulent contre le socialisme autoritaire.

Il a expliqué que dans la société collectiviste, si, a bien des points de vue, l'antagonisme des intérêts est relégué aux vieilles lunes, il ne sera pourtant pas extirpé radicalement: la loi de l'offre et de la demande y fonctionnera quand même, seulement, au lieu de s'appliquer au tarif des salaires, elle s'appliquera aux côtés agréables ou non du travail.

Ce qui signifie que nous n'en aurons pas encore fini avec les luttes de classe: derrière le Quatrième État triomphant se dressera un Cinquième État, pouilleux, mal bâti, misérable.

Les forts, les intelligents, les bougres marioles, tiendront alors le haut du pavé: les fonctions gouvernementales, les professions baptisées aujourd'hui «libérales» seront le lot de l'aristocratie ouvrière.

Et, foutre, la muflerie dégueulasse qu'étaient journallement les parvenus bourgeois nous permet de supposer que ces nouvelles couches de jouisseurs seront aussi rossardes pour les déchards du Cinquième État que les rupins bourgeoisie sont actuellement envers les pros.

Au surplus, on sera loin d'être à la noce dans la société collectivache: il ne sera pas permis d'y faire ses quatre volontés.

Y aura des gendarmes!...

Parfaitement: des beaux et grands pandores... avec des bottes et de l'essence de chaussettes!

C'est du moins ce qui découle de la postiche de Guesde: il n'a pas pris des gants pour nous avertir du sort qu'il nous réserve, si jamais il nous tient sous sa coupe. Pour preuve palpable, voici le jaspinage le plus mouche qu'il ait encore dégobillé:

«En admettant que la loi de l'offre et de la demande n'arrive pas à assurer l'exécution de certains travaux, dont personne ne voudrait, nous ne serons pas pour cela à bout de moyens: il nous restera la réquisition...».

Et afin qu'il n'y ait pas d'erreur possible, pour qu'il n'y ait pas mèche de supposer qu'il a fait un pataquès, qu'il a employé un mot aussi impropre que malpropre, il a continué en bavant:

«Que ce n'est pas lui qui a inventé la réquisition, qu'elle se trouve dans les Codes bourgeois et que si lui et ses copains sont obligés d'y avoir recours, ils ne feront qu'emprunter un des rouages de la société actuelle...».

Ainsi, voilà qui est catégorique: dans la société collectivache, la liberté sera une formule aussi vide de sens qu'aujourd'hui.

Rien ne sera changé au système actuel: la charrue continuera à être avant les bœufs, - la production passera avant la consommation, - et avant de mettre un homme à même d'exercer utilement ses forces, avant qu'il ait mangé, on lui ordonnera de turbiner.

Cela découle de la déclaration de Guesde: n'est-il pas évident que la "réquisition" ne pourrait pas s'exercer si chacun était libre de bouffer à sa faim?

Et puis, qu'arrivera-t-il si un bon fieu tire à cul et ne veut pas se laisser réquisitionner par les collectivaches?

Ou bien ce réquisitionnement ne sera que de la couille en bâtons, ou bien il se pratiquera pour de vrai.

Dans le premier cas, ce ne serait guère qu'un épouvantail à moineaux et si, tout un chacun avait la possibilité de croûter à sa faim, ce ne serait pas un frein suffisant pour mâter les rouspéteurs du Cinquième Etat.

Dans le second cas, celui qui refusera de se laisser réquisitionner se verra sûrement retirer le pain de la bouche, car, a dit Bebel, «celui qui ne travaillera pas ne mangera pas...». Et si le bougre veut manger quand même, qu'arrivera-t-il?...

Dans cet ordre d'idées, de fil en aiguille, on arrive à faire un tas "d'emprunts" aux rouages de la société actuelle.

On "emprunte" d'abord la réquisition. Dès lors, c'est fini! On est sur la pente glissante: y a plus mèche de s'arrêter!

La réquisition entraîne "l'emprunt" de gendarmes et de sergots; sergots et gendarmes exigent "l'emprunt" de juges; les juges nécessitent "l'emprunt" des prisons...

Et, d'emprunt en emprunt, il se trouve que Société Collectivache et Société Bourgeoise, c'est kif-kif bourriquot.

Cré pétard, faut pourtant que je m'arrête!

Y a tant et tant à dire sur un pareil sujet qu'il y aurait mèche de tartiner jusqu'à épuisement d'encre.

Restons en là, pour aujourd'hui. On aura d'ailleurs occasion d'en recauser.

Quoique ça, un mot avant de finir:

Y a des bons bougres à qui la perspective de sortir de la société actuelle pour dégringoler dans l'État-Patron, va fiche la chair de poule.

Qu'ils se rassurent!

Jamais Basile-Guesde ne sera dictateur.

La Vie est plus large et plus puissante que ses mesquines réglementations: ce n'est pas quand l'État capitaliste, qu'on trouve déjà trop oppressif, craque dans toutes les entournures sous la poussée populaire, ce n'est pas à ce moment qu'on va abdiquer complètement son individualité et se réfugier en aveugles dans la pire des géhennes: une société d'où tout mouvement autonome et toute initiative seraient bannis.

A supposer que, par un hasard fantastique, un de ces quatre matins, les collectos arrivassent au pouvoir, y aurait pas à s'en émouvoir davantage que de l'avènement d'un Méline ou d'un Casimir. Eux aussi, ne seraient que des enregistrieurs et ils auraient beau vouloir appliquer et imposer leur Société de Caserne, leurs théories autoritaires se briseraient aux résistances et aux aspirations libertaires du populo.

Émile POUGET
Le Père Peinard.
